

De surcroît, le Japon représentait un vaste marché vers lequel le Canada pouvait écouler ses biens et services; il avait de plus les moyens de participer au développement du Canada grâce, notamment, à des investissements dont le pays avait besoin. Une conclusion s'imposait: des relations accrues avec le Japon, fondées sur une plus grande coopération et sur des liens plus étroits dans les domaines politique, économique, culturel, scientifique et technique serviraient directement les objectifs du Canada, désireux d'édifier une économie nationale saine et de réduire sa vulnérabilité économique.

De toute évidence, cette valorisation des relations entre le Canada et le Japon ne pouvait pas se réaliser sans l'acquiescement de ce dernier. Je crois qu'on peut déclarer sans crainte que le gouvernement japonais partage entièrement cet objectif et qu'il a fait état de sa volonté de renforcer et de multiplier les liens qui nous unissent.

C'est dans cette optique que je veux brièvement passer en revue les progrès qui ont été réalisés pour atteindre les objectifs du Canada dont il vient d'être question, et pour formuler certaines suggestions quant à la façon de collaborer davantage dans notre intérêt commun.

Il fallait tout d'abord accroître les consultations entre les deux gouvernements afin d'encourager le gouvernement et le peuple japonais à mieux comprendre le Canada et son peuple. Nous avons également essayé d'édifier un cadre plus systématique pour faciliter ces consultations. L'augmentation marquée des rencontres bilatérales entre nos chefs politiques, comme la visite du premier ministre au Japon, en octobre dernier, et celle de M. Hatoyama ici aujourd'hui, illustre bien cet effort. D'ailleurs, c'est la troisième fois depuis mon arrivée aux Affaires extérieures, en septembre, que je rencontre mon homologue japonais; en effet, j'avais déjà rencontré M. Hatoyama au Sommet économique de Londres, le mois dernier, et son prédécesseur à la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je trouve cet accroissement des consultations particulièrement bénéfique en raison de l'optique différente que chacun des deux pays apporte aux discussions.

De telles rencontres fournissent également une excellente occasion d'échanger des vues sur des sujets importants tels que les questions nucléaires qui feront l'objet des discussions que j'aurai avec M. Hatoyama cet après-midi. Je tiens à signaler à cet égard qu'il n'y a pas de divergence fondamentale entre les positions canadienne et japonaise sur la non-prolifération. Nos deux pays sont résolus à empêcher la prolifération des armes nucléaires. Les divergences qui apparaissent au cours de nos négociations tiennent au fait que nous devons chacun aborder ces discussions en tenant compte de nos politiques nationales. Notre rencontre nous permettra de clarifier nos positions et de trouver, si la chose est possible, les moyens de concilier les exigences canadiennes en matière d'exportations nucléaires et les besoins énergétiques du Japon.

Il est également devenu évident que pour consolider leurs relations bilatérales, le Canada et le Japon devront changer l'idée traditionnelle, et souvent inexacte, qu'ils ont l'un de l'autre. Un tel changement s'impose tout particulièrement dans les milieux de l'information et dans les institutions de haut savoir, si nous voulons attein-